

Royaume du Maroc

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Energie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

**Direction des Ressources Humaines
et des Affaires Générales**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Appel d'offres ouvert sur offres de prix
N°4/DRHAG/2010 du 11/06/2010 à 9 heures 30 mn**

Ayant pour objet :

**Le gardiennage et la surveillance des locaux du siège du Ministère de
l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de
l'Energie et des Mines) sis à Agdal-Rabat**

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES
AU MARCHE

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

ARTICLE 7 : SUIVI DE L'EXCECUTION DU MARCHE

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICES

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 16: ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 22 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON
RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 25: PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU
MAROC

ARTICLE 26 : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert, séance publique en application des prescriptions de l'article 6, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

ENTRE

Le Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Energie et des Mines), représenté par Monsieur le Directeur des Ressources Humaines et des Affaires Générales.

Désigné ci-après par le terme « Administration » ou « Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

a)- M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés. **(1)**

b)- M.....Agissant en son nom et pour son propre compte. **(2)**

c)- Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention(les références de la convention)..... :
- Membre 1 :
- Membre 2 :
- Membre n : **(3)**

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

(1) Cas d'une personne morale

(2) cas de personne physique

(3) cas d'un groupement

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le présent marché a pour objet le gardiennage et la surveillance des locaux du siège du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Energie et des Mines) sis à Agdal-Rabat.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le titulaire doit assurer 24h/24h le gardiennage et la surveillance des locaux et matériels du siège du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Energie et des Mines) conformément aux termes de références objet du CHAPITRE II.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les Pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.06.388 du 16 moharrem 1428 (5 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- Le décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat;
- Le décret n°2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date d'ouverture des plis.

Le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 90 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du marché est confié à un fonctionnaire désigné par le maître d'ouvrage.

Le nom ou la qualité de cette personne sera notifié au prestataire de services.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE DE SERVICES

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par Le prestataire de services, sis

En cas de changement de domicile, Le prestataire de services est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le Département de l'Energie et des Mines en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Direction des Ressources Humaines et des Affaires Générales.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 est le Directeur des Ressources Humaines et des Affaires Générales.
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Ministériel, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au prestataire de services, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire de services sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire de services envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 22 du décret du 5 février 2007.

ARTICLE 11 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Conformément à l'art. 6 du décret n° 2.06.388 précité, le marché reconductible est conclu pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, sans excéder trois ans. Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour entamer l'exécution des prestations à compter du lendemain de la date, du commencement des prestations, prescrite dans l'ordre de service.

Pour la première année le service couvre le reste de l'année budgétaire, à compter de la date arrêtée par l'ordre de service précité.

Le maître d'ouvrage est tenu, à la fin de chaque année budgétaire, de solder les marchés reconductibles à hauteur du montant des prestations réalisées.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux

frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à 30.000 DH (Trente Mille Dirhams),

Le cautionnement définitif est fixé à **3%** du montant du marché.

Si le prestataire de services ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations de services.

ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de services.

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire de service doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18 : CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des prestations par l'Administration, le prestataire de service doit fournir aux représentants de l'Administration, s'ils le demandent, tous les renseignements et explications utiles pour l'exécution de leur mission.

En outre, il doit informer l'Administration de tous les incidents ou problèmes qui interviennent durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier.

L'Administration se réserve le droit de contrôler :

-La présence des vigiles dans leurs postes et en cas d'absence constatée la pénalité prévue à l'article 9§B ci dessus sera appliquée.

-La conformité du profil des vigiles et du matériel utilisé avec les propositions contenues dans l'offre de l'entreprise.

La réception sera faite trimestriellement par une commission désignée à cet effet et qui établira un procès verbal de réception partielle des prestations attestant la conformité de ces dernières marché ainsi que le service fait.

A la fin de la durée du marché reconductible, une réception définitive sera établie par ladite commission.

Dans tous les cas, les clauses de réception sont celles prévues par la réglementation en vigueur et notamment le CCAG-EMO.

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

- Le marché est consenti moyennant le paiement par le Maître d'ouvrage de la redevance annuelle portée au bordereau des prix ;
- La redevance due pour une fraction de mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle de (30) trente jours ;
- Le paiement sera effectué trimestriellement et à terme échu.
- Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte n°(RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....(la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut, par le titulaire, d'avoir commencé les prestations, à la date fixée par l'ordre de service précité, il lui sera appliqué, conformément à l'article 42 du C.C.A.G EMO ; une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations de services réalisés au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 24 du décret n°2.06.388 du 5 février 2007 relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire de services, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 26 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire de services s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : TERMES DE REFERENCES

ARTICLE 28 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION DE L'ENTREPRISE

-L'entreprise s'engage à assurer 24h/24h le gardiennage et la surveillance des locaux et matériels, comme suit :

- A) De 7 Heures à 15 Heures**
- B) De 15 Heures à 23 Heures**
- C) De 23 Heures à 7 Heures**

Ses équipes doivent notamment assurer :

- L'assistance du personnel affecté à l'accueil des locaux
- Le contrôle des accès des locaux
- L'orientation des visiteurs vers les services concernés
- La vérification et l'inspection des colis suspects
- L'empêchement des actes de vols et de sabotage ou toutes agressions
- La prévention et le contrôle des incendies
- Les opérations d'évacuation et de secourisme

L'entreprise s'engage à assurer le gardiennage et la surveillance des locaux en affectant trois (03) vigiles à chacun des cinq (05) postes indiqués au Bordereau des prix-détail estimatif comme suit :

- A- Un vigile de 7H à 15H (7j/7j)
- B- Un vigile de 15H à 23H (7j/7j)
- C- Un vigile de 23H à 7H (7j/7j)

ARTICLE 29 : OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

-L'entreprise s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer efficacement sa mission notamment ceux proposés dans son offre.

-Les préposés de l'entreprise doivent être de bonne moralité, avoir une bonne condition physique, de grande taille, posséder les capacités et aptitudes de l'agent de sécurité et avoir un niveau scolaire suffisant. Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.

-L'entreprise titulaire du marché reconductible doit mettre à la disposition de ses employés des registres dans lesquels chaque vigile doit rédiger ses observations sous forme d'un compte-rendu et le signer avant de quitter son service. Chaque lundi matin le superviseur doit remettre à l'Administration un rapport de synthèse à partir des comptes rendus rédigés par les vigiles.

-Pour les prestations de surveillance et de gardiennage pendant les week-end et jours fériés les vigiles doivent établir les listes des personnes ayant visité les locaux, tout en mentionnant leurs noms, prénoms, qualité et l'objet de leurs visites.

ARTICLE 30 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

Le prestataire répond des faits et fautes de ses agents ayant entraîné un préjudice

quelconque à l'administration, à son personnel ou au partenaire de celle-ci. Toutes les dispositions doivent être prises par le prestataire pour procéder au remplacement des agents défaillants ou permissionnaires, tout en veillant toutefois, à la limitation de ces phénomènes, de manière à ce qu'aucun des postes de garde prévus ne reste vacant.

Le maître d'ouvrage doit être informée immédiatement de la démission ou du licenciement des agents assurant la mission du gardiennage et de la surveillance.

En cas de vol du matériel de valeur appartenant au Département de l'Énergie et des Mines, l'entreprise sera tenue de dédommager l'Administration dans la limite de la valeur vénale dudit matériel.

ARTICLE 31 : EFFECTIF DU PERSONNEL

L'entreprise doit mettre à la disposition de l'Administration un effectif de **Seize (16) vigiles** dont un superviseur.

ARTICLE 32 : REPARTITION DE L'EFFECTIF

Le personnel chargé du gardiennage et de la surveillance sera réparti selon les postes et horaires prévus au bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 33 : TENUE DE TRAVAIL ET ENCADREMENT

Les employés du titulaire du marché reconductible doivent porter une tenue de travail identique portant les insignes de l'entreprise et être encadrés par un superviseur.

ARTICLE 34 : REMUNERATION DU PERSONNEL DE GARDIENNAGE

Le personnel en poste de gardiennage et de surveillance au siège du Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Énergie et des Mines) doit percevoir un traitement conforme à la réglementation en vigueur. La société est tenue de remettre au maître d'ouvrage les attestations de leur immatriculation à la CNSS.

A chaque changement d'agent en poste, la société est tenue de remettre au maître d'ouvrage son attestation d'immatriculation à la CNSS.

ARTICLE 35 : OBJETS TROUVES

Les objets trouvés dans l'enceinte du Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Énergie et des Mines), par le personnel de gardiennage et de surveillance, doivent être remis directement et contre émargement au responsable désigné par le Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Énergie et des Mines).

ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTATIF

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

prix n°	Désignation des prestations	Unité de compte	Qté	Prix unitaire (hors TVA)		Prix total annuel (hors TVA)
				en chiffres	en lettres	
1	Gardiennage et surveillance de l'entrée principal du Bâtiment A 24 h/24	Jour	365			
2	Gardiennage et surveillance du Parking Est Bâtiment A 24 h/24	Jour	365			
3	Gardiennage et surveillance de l'entrée responsables du Bâtiment A 24 h/24	Jour	365			
4	Gardiennage et surveillance de l'entrée Garage grand portail 24 h/24	Jour	365			
5	Gardiennage et surveillance de l'entrée principal du Bâtiment B 24 h/24	Jour	365			
Total HORS TVA :						
MONTANT TVA (20%) :						
MONTANT TTC (TVA comprise) :						

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif du marché reconductible à
la somme annuelle de : TTC

CPS

APPEL D'OFFRES N° 4/2010/DRHAG

OBJET : Gardiennage et surveillance des locaux du siège du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Département de l'Energie et des Mines) sis à Agdal-Rabat.

LU ET ACCEPTE PAR :
(Le prestataire de services)

LE MAITRE D'OUVRAGE :

A....., LE :...../...../.....

A....., LE :...../...../.....